

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 38 (2024)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : première baisse du taux directeur en trois ans, de 25 pdb à 6,00 %
- ❖ Singapour : exportations de produits électroniques en hausse de 35 % (g.a) en août
- ❖ Philippines : 1 Md USD d'investissement chinois annoncé dans le secteur de l'acier

LE CHIFFRE À RETENIR

66 %

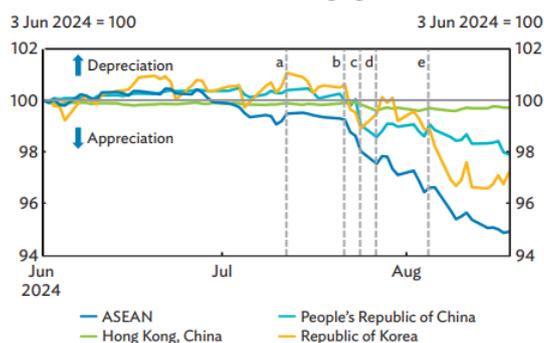
Ratio dette
publique/PIB prévu
par les autorités
thaïlandaises en 2025

Région

BAsD : amélioration des conditions financières

Les conditions financières en Asie de l'Est émergente se sont renforcées cet été, selon le dernier rapport « Asia Bond Monitor » de la Banque asiatique de développement (BAsD). Ce renforcement s'est traduit par une baisse des taux obligataires, en lien avec une inflation plus modérée et la perspective d'une diminution des taux d'intérêt. Les devises des pays asiatiques émergents se sont également, en moyenne, appréciées face au dollar américain. Les marchés obligataires de la région ont progressé de 2,3 % au deuxième trimestre 2024, soutenus par une augmentation des émissions obligataires en Chine, tandis que les flux de capitaux vers les actions en Asie émergente ont atteint 7,6 Md USD. En particulier, les obligations durables dans la région ASEAN+3 (Chine, Corée, Japon) ont enregistré une croissance de 17,4 %, surpassant les marchés européens et mondiaux. Bien que les perspectives financières de la région s'améliorent, la BAsD souligne les incertitudes persistantes liées à la situation économique en Chine et aux tensions géopolitiques.

Figure C: Currency Exchange Rate Against the United States Dollar in Select Emerging East Asian Markets



Alliance YouTube/Shopee face au concurrent TikTok sur le marché du e-commerce en Asie du Sud-Est

Le marché du e-commerce en Asie du Sud-Est a enregistré une croissance remarquable depuis le milieu des années 2010, passant d'un chiffre d'affaires de 5 Md USD en 2015 à 139 Md USD en 2023, principalement porté par les investissements stratégiques des entreprises chinoises Alibaba, Tencent, et, plus récemment, ByteDance/TikTok. Ce mercredi, YouTube, en partenariat avec la plateforme singapourienne Shopee (46 % du volume d'affaires en Asie du Sud-Est), a annoncé le lancement d'un service d'e-commerce en Indonésie, avec des perspectives d'expansion en Thaïlande et au Vietnam. Ce nouveau service permettra aux utilisateurs d'acheter directement sur Shopee les produits qu'ils visionnent sur YouTube, dans une tentative de concurrencer TikTok, qui a récemment acquis Tokopedia, la plus grande plateforme de commerce électronique en Indonésie. TikTok Shop a connu une forte progression, avec une valeur brute de marchandises atteignant 16,3 Md USD en 2023 et une part de marché triplée, passant de 4,4 % en 2022 à 13,9 % en 2023. Face à cette croissance rapide, YouTube et Shopee visent à capter une part du marché régional, évalué à 114,6 Md USD pour les huit principales plateformes en 2023.

Indonésie

Bank Indonesia abaisse son taux d'intérêt à 6,00 %

Le 17 septembre 2024, la banque centrale d'Indonésie (Bank Indonesia, BI) a abaissé son taux directeur de 25 points de base à 6,00 %, marquant sa première baisse en trois ans, et anticipant un assouplissement de la Réserve fédérale américaine (Fed), survenu plus tard dans la journée. Cette décision de BI, qui a surpris une majorité d'observateurs, vise à soutenir la croissance économique, alors que l'inflation reste maîtrisée, fluctuant entre 2,12 % et 3,05 % en 2024. La solidité de la roupie, en hausse de 0,87 % depuis le début de l'année, et de 7 % sur le dernier trimestre, grâce aux interventions monétaires de la BI, a également motivé cette baisse. BI prévoit de nouvelles réductions de taux si l'inflation reste faible et la roupie stable.

Augmentation de la dette externe en juillet

En juillet 2024, la dette externe de l'Indonésie s'élevait à 414,3 Md USD, en hausse de 4,1 % en g.a. Cette augmentation est principalement attribuée à une hausse de la dette du gouvernement et de la banque centrale. La dette publique (gouvernement) est stable à 194,3 Md USD, avec une légère augmentation de 0,6 % en g.a, soutenue par des prêts étrangers et un afflux de capitaux vers les titres publics, également influencée par la dépréciation généralisée du dollar américain face à d'autres devises mondiales, dont la roupie, selon BI. La dette privée a légèrement diminué de 0,1 % en g.a, principalement dans les entreprises non financières. La structure de la dette reste solide, avec une prépondérance de dettes à long terme représentant 84,9 % du total et un ratio dette/PIB de 30,2 %.

Malaisie

La Malaisie, 3^{ème} destination des flux d'IDE français dans l'ASEAN en 2023

Selon les statistiques de la Banque de France, les flux nets d'investissements directs (IDE) français vers la Malaisie ont atteint 74 M EUR en 2023, après être ressortis négatifs en 2022 (-131 M EUR). Avec une part de 0,1 % dans le total des flux d'IDE de la France à l'étranger, la Malaisie a été la 3^{ème} destination des IDE français dans l'ASEAN après la Thaïlande (231 M EUR) et l'Indonésie (116 M EUR). Le stock des IDE français en Malaisie a augmenté de 2,6 % en g.a., avec un montant de 1,04 Md EUR. Par ailleurs, la Malaisie a été le 3^{ème} pays de l'ASEAN investissant en France en 2023 avec 52 M EUR de flux nets d'IDE (-40 M EUR en 2022), soit 0,1% du total, derrière Singapour (2,9 Md EUR) et la Thaïlande (62 M EUR). Le stock d'IDE malaisiens en France s'est néanmoins réduit à 422 M EUR (-1,9 % en g.a.).

Des chiffres du tourisme en nette amélioration en 2023 mais en retrait par rapport à 2019

Les résultats du secteur touristique en 2023, publiés par le département des statistiques malaisien, se sont nettement améliorés par rapport à l'année précédente. Le nombre d'arrivées de visiteurs (20,14 M en 2023) a doublé par rapport à 2022. Ils sont principalement originaires de Singapour (41 %), d'Indonésie (15 %), de Thaïlande (8 %) et de Chine (7 %). L'activité touristique a ainsi généré 16,6 Md USD de dépenses de consommation intérieure (+124 % en g.a.) et représente 3,4 M d'emplois directs et indirects, soit 21,4 % du total des emplois. Ces résultats restent néanmoins en retrait par rapport à 2019 où le nombre d'arrivées avait atteint 26,1 M avec une durée moyenne de séjour de 7,4 nuitées contre 4,5 nuitées en 2023. La contribution directe du tourisme au PIB malaisien s'est réduite de 6,8 % en 2019 à 4,5 % en 2023.

Singapour

Chiffres clés de la relation économique UE-Singapour et accord sur le commerce numérique (EUSDTA)

Selon le « EU-Singapore Trade and Investment Booklet 2024 » publié cette semaine, Singapour s'est imposée en 2023 comme un partenaire commercial clé pour l'Union européenne, se positionnant comme son 20^{ème} partenaire pour les échanges de biens (environ 53 Md EUR). D'autre part, en 2022 (derniers chiffres disponibles), la cité-État était son 5^{ème} partenaire pour les échanges de services (76 Mds EUR), sa 6^{ème} destination pour les investissements directs à l'étranger (IDE) (293 Md EUR) et sa 8^{ème} source d'IDE (206 Md EUR). L'accord de commerce numérique récemment conclu (EUSDTA) entre l'UE et Singapour, annoncé le 25 juillet par Valdis Dombrovskis et la ministre singapourienne Grace Fu, marque par ailleurs une avancée majeure pour le commerce numérique. Cet accord, le premier de ce type pour l'UE, établit des règles contraignantes sur les flux de données transfrontaliers, renforçant la confiance des consommateurs et offrant une sécurité juridique accrue aux entreprises. Il complétera l'accord de libre-échange UE-Singapour (EUSFTA) et renforcera les partenariats numériques tout en promouvant la durabilité et la protection des droits fondamentaux.

EU TRADE IN GOODS IN 2023				
PARTNER	EXPORTS (MILLION EURO)	IMPORTS (MILLION EURO)	TOTAL (MILLION EURO)	SHARE TOTAL (%)
1. United States	501,861	346,704	848,564	16.7
2. China	223,494	516,223	739,717	14.6
3. United Kingdom	334,557	179,967	514,523	10.1
4. Switzerland	188,548	138,546	327,004	6.4
5. Türkiye	111,209	95,691	206,900	4.1
6. Norway	61,623	119,236	180,860	3.6
7. Japan	63,949	70,477	134,426	2.7
8. South Korea	57,797	73,053	130,849	2.6
9. India	48,364	65,089	113,453	2.2
10. Russia	38,341	50,687	89,028	1.8
11. Brazil	42,897	44,579	87,476	1.7
12. Mexico	53,077	28,554	81,631	1.6
13. Taiwan	30,467	47,299	77,766	1.5
14. Canada	48,632	27,698	76,331	1.5
15. Saudi Arabia	34,308	36,347	70,655	1.4
16. Ukraine	39,059	22,831	61,890	1.2
17. Vietnam	11,448	47,617	59,065	1.2
18. Morocco	32,959	23,414	56,373	1.1
19. United Arab Emirates	38,813	17,110	55,923	1.1
20. Singapore	32,139	20,447	52,586	1.0
Other partners	561,017	547,720	1,108,737	21.9
TOTAL	2,554,468	2,519,289	5,073,757	100

Les exportations électroniques stimulées par la demande pour l'IA

Les exportations domestiques, hors pétrole, de la cité-État ont progressé de 10,7 % en août, portées vraisemblablement par la forte demande pour les produits électroniques utilisés pour l'intelligence artificielle (IA). Les exportations purement électroniques ont en effet enregistré une croissance de 35,1 % en glissement annuel, tirées par les circuits intégrés, les supports de disques et les ordinateurs personnels, qui ont connu des hausses respectives de 52 %, 167 %, et 36 %. Bien que les exportations non électroniques aient également progressé de 3,7 %, leur croissance a ralenti par rapport à juillet, en raison du recul des exportations pharmaceutiques (-31,6 %). La demande robuste en Asie, notamment depuis Hong Kong, la Chine, et la Malaisie, explique la résilience du secteur électronique local, également soutenu par le cycle global actuellement haussier dans la Tech. Le secteur reste cependant exposé aux tensions géopolitiques.

Expansion du marché du travail au T2 2024, tiré exclusivement par les non-résidents

Le marché du travail à Singapour a enregistré une croissance au deuxième trimestre 2024, avec une création nette de 11 300 emplois, attribuable exclusivement aux non-résidents. Cette hausse contraste avec une diminution de 600 postes parmi les résidents. Les secteurs de la construction et de la fabrication, majoritairement occupés par des travailleurs étrangers, ont été les principaux moteurs de cette expansion. Globalement, le marché de l'emploi reste sous tension, avec un taux de chômage de 2 % et 1,7 offre d'emploi pour chaque demandeur. À l'occasion de la publication de ces données, le ministre du Travail, Tan See Leng, a souligné l'importance pour la cité-État de rester ouverte aux talents internationaux et aux investissements étrangers, qui viennent compléter la main-d'œuvre locale et générer des emplois de qualité. Selon le journal Business Times, les entreprises étrangères représentent près d'un cinquième des emplois à Singapour, mais elles fournissent près d'un tiers de l'emploi des résidents.

Singapour, pôle d'attraction des grandes fortunes et hub régional pour les family offices

D'après un rapport du cabinet Henley & Partners, Singapour s'affirme comme un centre régional pour les centi-millionnaires en 2024, comptant au moins 336 individus disposant d'au moins 100 M USD d'actifs liquides. Seule ville d'Asie du Sud-Est à figurer dans ce classement, Singapour devrait, de plus, voir son nombre de centi-millionnaires plus que doubler d'ici 2040. Cette tendance est également illustrée par la croissance marquée des family offices, dont le nombre a atteint 1 650 à la fin août, selon les données récentes de la banque centrale (MAS), en forte progression par rapport aux 400 en 2020 et aux 1 400 à la fin 2023. À noter que les actifs sous gestion à Singapour ont augmenté de 10 % l'an dernier, dépassant les 5 410 Md USD, soutenus par une valorisation accrue et des entrées nettes de capitaux sur l'ensemble des classes d'actifs.

Vietnam

Ministère du Plan et de l'Investissement : cible de 6,5 à 7 % de croissance et 4 à 4,5 % d'inflation en 2025

Deux scénarios de croissance ont été présentés au gouvernement par le ministère du Plan et de l'Investissement (MPI) : le premier prévoit une croissance de 6,5 à 7 %, avec une inflation de 4 à 4,5 % et le deuxième vise une croissance de 7 à 7,5 % et une inflation de 4,5 %. Le premier, plus prudent, a été recommandé par le MPI en raison des incertitudes sur la croissance mondiale. À titre de comparaison, la BAsD et la Banque mondiale ont prévu une croissance de 6 % pour 2024.

Publication par les douanes des résultats du commerce extérieur des huit premiers mois

Les échanges commerciaux entre le Vietnam et la Chine, premier partenaire du pays, ont atteint 130,8 Md USD, en hausse de 3,8 % en g.a., représentant 25,5 % du total des échanges du Vietnam. Les importations en provenance de Chine se sont élevées à 92,5 Md USD (37,5 % du total), marquant une augmentation significative de 34,3 % en g.a. Les États-Unis occupent la deuxième position avec 87,9 Md USD d'échanges, suivis par la Corée du Sud (53,7 Md USD) et le Japon (30,3 Md USD). Concernant la France, les échanges bilatéraux avec le Vietnam se sont chiffrés à 3,4 Md USD, soit 0,7 % du total des échanges commerciaux du Vietnam.

Le Vietnam officiellement sélectionné comme bénéficiaire du US CHIPS & Science Act

Le Vietnam va bénéficier de fonds de la part de l'International Technology Security and Innovation (ITSI) Fund créé en 2022 dans le cadre de l'US CHIPS & Science Act. Ces fonds vont essentiellement être alloués à la formation d'ouvriers qualifiés pour l'industrie des semi-conducteurs (test et assemblage), en cours d'émergence dans le pays, et à la modernisation du cadre juridique et réglementaire dans le secteur. Le Vietnam est le troisième pays de l'ASEAN (sur 8 au total) à bénéficier de l'initiative (dotée de 13,8 M USD). Une large partie des formations doivent être fournies par l'Université d'Etat d'Arizona. L'objectif est de former environ 1 000 instructeurs et 16 000 ouvriers en deux ans. Pour rappel : le Vietnam bénéficie depuis plusieurs années d'un nombre croissant d'investissements étrangers dans le secteur de l'électronique (notamment dans le cadre de stratégies « Chine +1 »). Deux stratégies sectorielles doivent prochainement être rendues publiques (ressources humaines et industries) afin de faciliter la montée en gamme du tissu industriel local. Un certain nombre d'Etats (Etats-Unis, Pays-Bas, Taïwan, etc.) soutiennent ces efforts en déployant des programmes de formation et d'assistance technique dans le pays.

Banque centrale : baisse du taux d'intérêt sur les opérations d'open market

La Banque d'Etat du Vietnam (SBV) a réduit son taux d'intérêt sur les opérations d'open market (Open Market Operation) de 4,25 % à 4 % par an, marquant la deuxième baisse en plus d'un mois. Cette décision vise à soutenir la liquidité du système bancaire et à réduire les taux d'intérêt interbancaires. La SBV devrait également assouplir sa politique monétaire pour contrer la chute du taux de change USD/VND, qui a baissé de 2,8 % sur le marché interbancaire par rapport à fin juillet. Les analystes s'attendent à ce que la SBV augmente le prix d'achat du dollar pour reconstituer les réserves de change après avoir vendu 6 Md USD au T2. Il est également prévu de maintenir stables les taux d'intérêt dans le contexte des dommages causés par le typhon Yagi.

Le nucléaire de retour dans l'équation énergétique

Un document publié par le gouvernement concernant les difficultés liées aux projets énergétiques et consulté par le Vietnam Economic Times, charge le Ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT) d'étudier les expériences internationales en matière de développement de l'énergie nucléaire. Le but est d'introduire cette source d'énergie au Vietnam dans un avenir proche. Le rapport du MoIT (qui est historiquement favorable aux technologies SMR) devra ensuite être soumis au Politburo qui prendra une décision quant à la possible reprise du programme nucléaire vietnamien, suspendu en 2016. Alors que le Vietnam a pris des engagements ambitieux de décarbonation de sa production d'électricité et face aux difficultés pour la mise en place de projets d'énergies renouvelables comme l'éolien offshore, le retour au nucléaire pourrait être une solution. Certains acteurs n'ont par ailleurs jamais cessé d'offrir leur aide pour le développement d'un tel programme, comme ce fut le cas lors de la visite du président russe, Vladimir Poutine, en juin dernier. La Russie, qui s'était vue attribuer les premières tranches du programme nucléaire vietnamien, coopère d'ailleurs toujours avec le Vietnam sur le volet scientifique de la technologie.

Thaïlande

La dette publique atteindrait 66 % du PIB en 2025

Le gouvernement a validé en Conseil des ministres ses prévisions d'émission de dette pour l'année budgétaire 2024-2025. La dette publique atteindrait 66 % du PIB en 2025, après 65 % attendu à fin 2024, en forte hausse par rapport à fin 2023 (61,9 % du PIB). Selon le gouvernement, la dette publique se stabiliserait en 2026 puis pourrait décroître à partir de 2027. La loi sur la discipline budgétaire fixe un plafond de dette autorisé à 70 % du PIB. Dans sa déclaration de politique générale le 12 septembre, la Première ministre a affirmé vouloir mettre en œuvre une gestion prudente des finances publiques, qui passerait par une réforme fiscale d'ampleur et l'intégration du secteur informel au système fiscal pour lever de nouvelles recettes, et une baisse des dépenses de fonctionnement des administrations et des entreprises publiques. De nombreuses dépenses d'intervention ont toutefois été également annoncées sur le moyen terme : projet à l'étude de nationalisation de plusieurs lignes de métro, dépense fiscale pour mettre en œuvre un crédit d'impôt pour les bas revenus (negative income tax), investissement dans l'éducation et la santé, subvention sur les prix des transports collectifs et de l'énergie.

Impact économique des inondations

Alors que des inondations majeures ont affecté depuis mi-août près de 150 000 foyers dans 30 provinces (sur 76 que compte la Thaïlande), causant 45 morts et 24 blessés en date du 19 septembre, la Federation of Thai Industries (FTI), syndicat professionnel rassemblant principalement de petites et moyennes entreprises, estime les dégâts subis par les entreprises et exploitations agricoles à 27 Md THB (0,7 Md EUR, 0,2 % du PIB) à ce stade. Ces destructions contribueraient à dégrader l'indice de confiance des entreprises du secteur manufacturier, passé de 89,3 points en juillet dernier à 87,7 points en août. Le gouvernement a débloqué cette semaine 3 Md THB (81 M EUR) pour l'indemnisation des particuliers touchés. Aucune aide pour les entreprises n'a pour l'instant été annoncée.

Philippines

Plus important IDE de l'administration Marcos

L'entreprise chinoise Panhua Integrated Steel investit 1,0 Md USD au sein de la zone économique de Kamanga sur l'île de Mindanao pour la construction d'une aciérie. L'usine, dont l'entrée en production est prévue pour décembre 2025, vise une capacité annuelle de 2 Mt d'acier, ce qui en ferait la principale usine sidérurgique des Philippines. Le pays, qui importe actuellement 80 % de ses besoins en acier, pourrait ainsi améliorer sa souveraineté industrielle, malgré la restriction de la Philippine Economic Zone Authority (PEZA) qui limite à 30 % la part de la production destinée au marché local. Il s'agit du plus important IDE sous l'administration Marcos, représentant près d'un tiers des IDE réalisés à Mindanao entre 2022 et 2024 (3,6 Md USD). Cet investissement record intervient au moment où les tensions entre les Philippines et la Chine sont particulièrement fortes avec la multiplication des incidents en mer de Chine méridionale et une forte baisse ces dernières années des IDE chinois aux Philippines, la Chine n'étant plus que le 8^{ème} investisseur en 2023 représentant 1,2 % des investissements entrants.

Un budget reposant sur des projections ambitieuses

Le budget du gouvernement national philippin pour 2025 est débattu en ce moment à la chambre des représentants, et devrait s'élever à 6 352 Md PHP (114 Md USD). Il repose sur les projections du gouvernement, qui prévoient un taux de croissance compris entre 6 et 7 % pour 2024 et 6,5 et 7,5 % pour 2025. Le budget est en hausse de 10,1 % par rapport au budget de 2024 (6,3 % en tenant compte de l'inflation de 3,3 % en g.a) avec une prévision de déficit de 5,5 % du PIB. Dans son rapport de mai, la banque centrale philippine (BSP) a toutefois signalé que la croissance de 2024 pourrait se situer en deçà de 6 % en 2024. Le FMI a également revu sa prévision de croissance pour 2024 à la baisse au mois de juin, passant de 6,2 % à 6 %.

Le Gouverneur de la Banque centrale annonce son intention de réduire de manière substantielle le taux de réserve obligatoire des banques

Le Gouverneur Eli M. Remolona Jr de la Banque centrale des Philippines a annoncé le 18 septembre vouloir réduire de près de moitié le taux de réserves obligatoires des Banques (Required Reserve Ratio – RRR), actuellement de 9,5 %, pour atteindre en deux étapes 5 % courant 2025. L'objectif affiché est de soutenir la croissance par l'injection dans l'économie d'une partie des liquidités des banques mais aussi d'obtenir une réduction des frais de transaction bancaires. Le Gouverneur a exprimé à cette occasion sa frustration au regard de la lenteur des canaux de transmission des effets de la politique monétaire en raison du manque de liquidités des marchés monétaire et financier.

Le trésor philippin n'émettra probablement pas d'eurobonds en 2024

Le Bureau du Trésor philippin (BOTr) a annoncé qu'il ne procéderait probablement pas à l'émission d'obligations libellées en euros cette année malgré les prévisions initiales. Pour l'heure, les conditions d'emprunt en euro sont en effet plus coûteuses qu'en dollar après swap vers le peso philippin. Sur les 5 Md USD d'emprunts sur les marchés de capitaux prévus par le gouvernement philippin pour 2024, le BOTr a déjà levé 4,5 Md USD, en émettant uniquement des obligations libellées en dollar. La devise utilisée pour l'émission des 500 M USD restants dépendra grandement des politiques d'assouplissement monétaires de la FED et la BCE. La directrice du trésor philippin a toutefois indiqué que les Philippines pourraient se passer d'émettre jusqu'à l'année prochaine, selon la trajectoire du déficit et du coût de la dette. Le stock de dette du gouvernement national a atteint un nouveau sommet de 15 690 Md PHP (282 Md USD) fin juillet, contre 15 480 Md PHP (279 Md USD) fin juin.

Cambodge

Encore de la route à faire pour les véhicules électriques

Pour les huit premiers mois de l'année 2024, le Cambodge a immatriculé 3 676 véhicules électriques (voitures, motos ou « tuktuks »). En juin, ce chiffre était sous la barre symbolique des 3 000 véhicules ; et moins de 1 000 circulaient au Cambodge en 2023. Les principales marques croisées sont BYD, Toyota et Tesla. Dans le même temps, le pays compte plus de 7 millions de véhicules, dont 85 % sont des motos et 10 % des voitures. Pour autant, le gouvernement a réaffirmé son ambition de neutralité carbone en 2050. Il prévoit donc de mettre en circulation jusqu'à 30 000 véhicules électriques (70 % de motos électriques et 40 % de voitures). Le ministère de l'Économie a aussi annoncé des mesures financières destinées à faciliter l'achat de véhicules électriques. Quant au ministère de l'Énergie, il propose de plafonner le prix des recharges, avec une marge suffisante pour intéresser des investisseurs privés à développer les stations de recharge.

IDE et dettes : fausses joies et fausses alarmes

Lors de discussions entre le Cambodge et une délégation canadienne, le gouvernement a déclaré que le Cambodge avait attiré 7,5 Md USD d'IDE en 2023. Soit une hausse de 161 % comparé à la même période sous le gouvernement précédent, aurait renchéri le Conseil des investissements cambodgien (CDC). Cette annonce est étonnante alors que les chiffres des IDE du deuxième trimestre n'ont pas encore été publiés. Ce qui n'est pas le cas des chiffres de la dette. Elle s'élève à 11,27 Md USD (soit 27 % du PIB) contre 10,9 Md USD fin 2023. Cette dette reste modeste. Le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) précise qu'elle est constituée à 56 % de prêts concessionnels et qu'elle sert principalement à financer des infrastructures. Dans son plan pour 2024-2028, le MEF – et c'est une nouveauté – a prévu d'emprunter entre 2,3 et 2,7 Md USD par an. Toutefois, il vise toujours des financements concessionnels, bilatéraux ou multilatéraux, mais ne semble pas envisager l'émission d'obligations du Trésor.

Pendant 3 ans, les taxes sont en l'air

Le ministère de l'Économie et des Finances vient d'annoncer une réduction de la fiscalité affectant les compagnies aériennes étrangères. La taxe pour les appareils étrangers volant au Cambodge passe de 14 à 10 %, et celle sur les services aux passagers de transports aériens de 10 à 5 %. Ces réductions sont valables du 1^{er} juin 2024 au 31 mai 2027. Ces mesures visent à augmenter le nombre de vols desservant les aéroports cambodgiens et donc l'arrivée de touristes. De fait, le secteur peine à retrouver son niveau pré-pandémique (6,6 millions de touristes en 2019). Pour la période janvier-juillet 2019, 3,9 millions de touristes sont venus au Cambodge ; 3,6 millions en 2024. Et l'ouverture de 6 nouvelles lignes vers l'aéroport international d'Angkor-Siem Reap de Chine, Corée et Inde est à l'étude. Elles seraient opérationnelles en 2025. Reste que l'imposition appliquée aux bénéfices des compagnies aériennes étrangères déroge largement aux pratiques internationales, ce qui constitue également un frein à leur retour.

Laos

Renforcement des liens énergétiques Laos-Chine

Les autorités laotiennes ont accordé à la société CGN Laos Taven Power Sole Co., Ltd., une concession pour la construction d'une centrale solaire d'une capacité de 1 GWc. Elle sera située dans la province d'Oudomxay (nord-ouest du Laos, aux confins de la province chinoise du Yunnan). Pour mémoire, China General Nuclear Power Group (CGN) est la société d'État qui exploite et construit des centrales nucléaires en Chine. Elle dispose d'une filiale, CGN Energy International Holdings Co., Ltd, spécialisée dans les énergies renouvelables à l'étranger. Le développement de l'énergie solaire photovoltaïque renvoie aux priorités du gouvernement laotien de diversifier sa production électrique, aujourd'hui assurée à 75 % par l'hydraulique. Ce nouveau développement est présenté comme un « important projet de coopération entre le Laos et la Chine dans le cadre de l'initiative « One Belt, One Road », qui est le principal moteur de l'interconnexion énergétique dans la région ». L'ASEAN Power Grid, interconnexion des réseaux de transport des pays de l'ASEAN, lancée en 1997, attendra.

Nouvelle mesure de soutien au kip, originale

Le ministère du Travail et des Affaires sociales vient d'annoncer que toutes les organisations et entreprises étrangères basées au Laos devraient payer leurs employés en kip. La mesure est applicable à compter du 1^{er} octobre. La pratique serait plutôt, aujourd'hui, que les employés de ces entités perçoivent leurs salaires en dollar ou qu'ils soient fixés en dollar et payés en kip. Le fort niveau de l'inflation et la forte dépréciation de la monnaie nationale (respectivement à 24 % en août et d'environ 30 % face au dollar depuis deux ans) l'expliquent. Mais, la circulation de dollars ainsi favorisée alimente le marché parallèle des changes. Désormais, les employeurs devront également recourir au taux de change fixé par la Banque du Laos dans les trois jours précédant le paiement des salaires. Tous les contrats de travail devront être modifiés en ce sens. Reste à voir si cette mesure suffira à soutenir efficacement la monnaie nationale.

Birmanie

Renforcement de la coopération russo-birmane dans le domaine de la pêche

La Russie et la Birmanie continuent de tisser un corpus d'accords de coopération dans plusieurs domaines clefs de l'économie birmane (énergie, industrie, agriculture et pêche). Lors du septième Forum mondial de la pêche en Russie, un protocole de coopération bilatérale a été signé le 17 septembre 2024 entre le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Irrigation et l'Agence Fédérale Russe de la pêche. Ce protocole, qui conclut des discussions entamées lors du 5^{ème} Forum international de la pêche en septembre 2022, vise à promouvoir la coopération dans la protection des ressources marines vivantes, le renforcement des capacités du personnel, l'échange d'experts et l'adoption de lois et de procédures. L'exportation des produits de la pêche vers plus de 40 pays s'est élevé à 715 M USD au cours de l'exercice 2023-24 (avril-mars), soit près de 5% des exportations de biens de la Birmanie (environ 16 Md USD sur l'année budgétaire 2023-2024).

Baisse des IDE sur 5 mois

Selon le registre du Directorate of Investment & Company Administration (DICA), le montant des investissements directs étrangers (IDE) approuvés s'est élevé à 208 M USD pour 26 projets de 7 pays sur les 5 mois de l'année fiscale 2024-25 (avril à août), soit une baisse de 57 % par rapport à la même période de 2023-24. Comme les années précédentes, Singapour est le premier investisseur étranger (88 M USD), avec des investissements dans l'énergie, le développement urbain, l'immobilier et le secteur manufacturier. La Thaïlande suit (1 projet pour 44 M USD) puis la Chine (14 projets pour 35 M USD). Les infrastructures de transport et de communication constituent le premier secteur récipiendaire (83 M USD) suivi par le secteur manufacturier (76 M USD) et les services (44 M USD). Par ailleurs, Singapour est devenu également le deuxième investisseur dans la zone économique spéciale de Thilawa à Yangon après le Japon.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr